

La **crise** de 2006 a coûté 0,7 point de **croissance**

La chute des recettes du tourisme liée à l'épidémie de chikungunya de 2006 a touché l'ensemble des secteurs de l'économie. Son impact global est estimé à 0,7 point de croissance du PIB de La Réunion. Le secteur le plus touché est l'hôtellerie-restauration qui a perdu 10 % de sa valeur ajoutée.

La dépense des touristes non résidents constitue une recette non négligeable pour l'économie de La Réunion. Une dépense touristique de 300 millions d'euros représente 4,7 % de la consommation finale marchande des ménages réunionnais. Sa diffusion dans l'ensemble de l'économie est mesurée ici, pour la première fois à La Réunion, par une méthode de simulation fondée sur le compte économique régional.

La dépense des touristes produit plusieurs effets en chaîne. En premier lieu, elle accroît directement l'activité des secteurs auxquels les touristes achètent leurs produits et prestations. Par là-même, elle accroît aussi celle de leurs fournisseurs, et se propage en cascade dans l'économie via la chaîne des relations fournisseurs/clients. En second lieu, les suppléments de revenu générés par ces surcroûts d'activité sont distribués aux ménages renforçant leur consommation, et par conséquent l'activité dans son ensemble. Les effets se propagent ainsi largement dans l'économie, en s'amenuisant cependant à chaque étape. L'effet de la dépense des touristes se diffuse ainsi dans l'ensemble de l'économie. Premier maillon de la chaîne, le panier de consommation des touristes joue un rôle central.

Un quart des dépenses effectuées sur le sol réunionnais par les touristes non résidents de La Réunion est consacré à l'hébergement et un cinquième à la restauration. Les autres dépenses des touristes se portent pour 27 % sur les prestations de loisirs et locations de véhicules. Les dépenses en cadeaux et souvenirs représentent 16 % des dépenses. Enfin, 12 % des dépenses des touristes englobent les achats alimentaires, les carburants, les transports (hors billet d'avion acheté pour se rendre à La Réunion), les services financiers, etc.

Les touristes ne consomment pas que des biens produits localement : plus de 20 % de leurs dépenses s'orientent vers des produits importés. Il s'agit principalement de biens de consommation courante (habillement, pharmacie...), de carburant, de produits alimentaires. Ce contenu en importations est plus faible que celui observé pour les ménages réunionnais (35 %). En effet, les touristes consacrent une part plus importante de leurs dépenses aux services, et n'achètent pas de biens d'équipement, pour l'essentiel importés.

Les pertes de recettes se répercutent sur tous les secteurs de l'économie

En 2005, La Réunion avait accueilli 409 000 touristes résidant hors du département. Leurs dépenses effectuées sur le sol réunionnais au cours de leur séjour étaient estimées à 308,8 millions d'euros (hors forfaits payés avant le séjour). En 2006, ils n'ont été que 278 800 à visiter l'île. Plus de 130 000 touristes manquent à l'appel, inquiétés par l'épidémie de chikungunya. Leurs dépenses sont estimées à 224,8 millions d'euros seulement, en chute de 27,2 %.

Exprimée en euros constants, c'est-à-dire en enlevant la variation provenant de la hausse des prix, la chute de recette observée en 2006 atteint 29 %, soit 90,1 millions d'euros. Ce manque à gagner se répartit en 18,3 millions d'euros de produits importés et 71,8 millions de produits locaux.

Dans ce scénario, les résultats de la simulation affichent un PIB de La Réunion minoré de 88,6 millions d'euros (en monnaie constante), soit 0,7 point de croissance, compte tenu de la structure

tourisme

par produit de la dépense des touristes et en supposant toutes choses égales par ailleurs.

Tous les secteurs de l'économie marchande voient leur production réduite, dans une mesure plus ou moins forte, que leur activité soit touristique ou non. En effet, la chute de production des activités touristiques (hôtels, restaurants, loisirs...) affecte aussi, leurs fournisseurs (agriculture, industries, services opérationnels...). De plus, l'ensemble des activités s'adressant aux ménages subissent l'effet déprimant sur la consommation des moindres revenus distribués. Les secteurs les plus affectés demeurent malgré tout ceux qui concentrent la part de dépense touristique la plus forte, et qui sont spécialisés dans les prestations touristiques.



L'hôtellerie-restauration a perdu 10 % de valeur ajoutée

Le secteur le plus fortement touchée est l'hôtellerie-restauration, avec un recul de 10 % de sa valeur ajoutée, soit 21,7 millions d'euros. Les services aux entreprises (comprenant les locations de voiture notamment) ont perdu 14 millions d'euros de valeur ajoutée, et les services aux particuliers (prestations de loisirs, d'excursions...) ont perdu 8,3 millions d'euros de valeur ajoutée. Bien qu'importantes en valeur, ces pertes ne représentent cependant que 2,0 % de la valeur ajoutée de ces secteurs très vastes. Les industries agro-alimentaires, industries de biens de consommation, les commerces, les activités financières et la pêche subissent une perte de valeur ajoutée comprise entre 1 % et 1,5 % de leur valeur ajoutée.

Dans ce scénario, les résultats de la simulation affichent un moindre recours à l'importation estimé à 0,9 %, soit 31,2 millions d'euros constants d'imports en moins. En effet, de même qu'une partie des produits consommés par les touristes sont importés, une partie des consommations intermédiaires nécessaires à la production le sont aussi, qu'elles proviennent de métropole ou du reste du monde. Les imports de biens de consommation et de produits alimentaires sont les plus touchés pour deux raisons : d'une part ces biens constituent une part importante du panier de consommation des touristes, d'autres part leur consommation se réduit du fait des moindres revenus

distribués. Les imports de biens intermédiaires, biens d'équipement, et carburants sont également réduits car ils accompagnent le repli de production des autres branches.

Les pertes d'activité se répercutent sur les salaires distribués aux ménages. Dans ce scénario, le manque à gagner en masse salariale est estimé à 0,7 %, soit 42,8 millions d'euros constants. La baisse

des achats effectués par les touristes, le moindre recours aux imports, et la moindre consommation des ménages impactent à la baisse les recettes fiscales. Les impôts sur produits (comprenant octroi de mer et TVA) perdent 1,1 % soit 11,0 millions d'euros constants. Les impôts directs seront quant à eux affectés avec un an de décalage.

Les effets d'une baisse de 29 % de la recette touristique (en euros constants)

	Écart en valeur (millions d'euros constants)	en %
Impact global		
PIB	- 88,6	- 0,7
Production	- 152,3	- 0,8
Consommations intermédiaires	- 74,3	- 1,0
Valeur ajoutée	- 78,0	- 0,7
Salaires	- 42,8	- 0,7
Perte de valeur ajoutée par secteur d'activité		
Hôtels-restaurants	- 21,7	- 10,2
Services aux entreprises	- 14,1	- 2,0
Services aux particuliers	- 8,3	- 2,0
Commerce	- 10,2	- 0,9
Activités financières	- 6,6	- 1,1
Industries agroalimentaires	- 3,1	- 1,3
Autres industries (y c. énergie), construction	- 6,6	- 0,5
Autres	- 9,4	- 0,1
Total des valeurs ajoutées	- 78,0	- 0,7
Moindre niveau d'import par produit		
Biens de consommation	- 11,5	- 1,5
Industries agroalimentaires	- 6,9	- 1,4
Biens intermédiaires	- 4,1	- 0,7
Biens d'équipement	- 2,7	- 0,3
Carburants	- 2,3	- 0,7
Transports	- 1,5	- 0,9
Autres	- 2,3	- 1,1
TOTAL	- 31,2	- 0,9

Source : CEROM

Les touristes non résidents et leurs dépenses

Depuis 1989, l'Insee et le Comité du tourisme de La Réunion réalisent une enquête sur les flux touristiques auprès des passagers au départ des aéroports "La Réunion-Roland Garros" et "Saint-Pierre Pierrefonds" (depuis 2000 pour ce dernier). L'objectif de cette enquête est de dénombrer les touristes venus à La Réunion, ainsi que de connaître leurs motivations, leurs modes d'hébergement et leurs dépenses.

Les enquêtes se font en continu, tous les trois jours en moyenne à Roland Garros, par interrogation d'une personne par

famille. 375 vols ont été enquêtés en 2006, 19 977 fiches recueillies.

Les touristes non résidents sont les touristes qui n'habitent pas à La Réunion. Ils viennent de la métropole ou de l'étranger. Ils peuvent être Réunionnais d'origine.

La recette touristique ici décrite ne prend en compte que la dépense réalisée sur le sol réunionnais. Elle exclut les achats réalisés avant l'arrivée à La Réunion (forfaits, billets d'avion ...).

Postes de dépenses des touristes (en %)



Comment sont réalisées ces simulations d'impact ?

Les simulations d'impact sont effectuées à l'aide d'un modèle qui constitue une "maquette" de l'économie réunionnaise. Ce modèle repose sur le compte économique régional. Les relations comptables décrivent la cohérence globale de l'économie : notamment l'équilibre entre la demande et l'offre de produits, l'utilisation de la valeur ajoutée à travers les comptes d'exploitation des branches et la formation du revenu des ménages. Le modèle reproduit la structure des relations entre branches : la structure des consommations intermédiaires nécessaires par unité de production est supposée constante dans le temps. Le modèle reproduit aussi le partage de la valeur ajoutée : pour chaque branche, le taux de valeur ajoutée est supposé égal à

celui de l'année précédente. Ce modèle est de type keynésien, dit "quasi-comptable" car fondé sur le Tableau des Entrées-Sorties (TES) de la Comptabilité Nationale. Il comporte 25 branches et 25 produits.

Dans les simulations présentées ici, la structure de la consommation des ménages ainsi que la propension à consommer sont supposées constantes.

Les structures fixes constituent une limite à l'utilisation du modèle, notamment pour des simulations à un horizon de temps éloigné. Les résultats des simulations doivent être interprétés comme des outils d'aide à la décision permettant de comparer les effets de différents scénarios envisagés, et non comme des prévisions.

Une compensation partielle par le dynamisme des autres secteurs économiques

Les résultats des simulations de ce scénario se fondent sur l'hypothèse que toutes les choses sont demeurées égales par ailleurs. Cette hypothèse est nécessaire pour isoler l'effet de la chute des recettes touristiques, et ne mesurer que cet effet là. Mais d'autres évolutions se sont produites en 2006 dans l'économie de La Réunion : la dépense d'investissement s'est accrue, le dynamisme du BTP a entraîné toute sa filière, la masse salariale a progressé. Parallèlement à la chute de la recette touristique, l'activité d'autres pans de l'économie s'est développée, entraînant une dynamique globale dont l'ensemble des secteurs ont pu profiter, y compris les secteurs touristiques. La consommation des ménages réunionnais s'est accrue grâce aux suppléments de revenus distribués en lien avec l'amélioration de l'emploi. Ce supplément de consommation des ménages réunionnais s'est porté en partie vers des prestations d'hébergement, de restauration, d'activités de loisirs, etc.

En prenant en considération l'ensemble des résultats de l'année 2006, et en posant l'hypothèse que la part des produits touristiques demeure stable dans la consommation des ménages, la baisse de valeur ajoutée de la branche hôtellerie-restauration est moindre. Elle est estimée à 15,0 millions d'euros constants. L'écart de 6,7 millions d'euros, traduit un effet de compensation partiel de la perte de recettes touristiques externes par la clientèle locale.

Nadine **JOURDAN**,
chef de la division "Comptes économiques"
et Christiane **MILLET**,
assistante d'études économiques



Cette étude a été réalisée dans le cadre du partenariat "Comptes Economiques Rapides pour l'Outre-Mer" conduit par l'Insee, l'ledom, l'AFD.